

Juin 2016 N° 70

Editorial

Ne coupez pas !

Dans son message sur la coopération internationale 2017 – 2020, le Conseil fédéral réduit la part d'Aide publique au développement à hauteur de 0.48% de son Revenu National Brut (RNB). Un recul par rapport à 2015: la Suisse remplissait alors l'objectif fixé par le Parlement d'allouer 0,5% de son RNB à la coopération au développement. La diminution annoncée va entrainer une sévère réduction des budgets de coopération qui, par effet domino, touchera toutes les organisations de coopération au développement qui reçoivent des subventions de Berne, ce qui affectera les populations au Sud soutenues par ces dernières.

Comment montrer notre opposition à cette décision? A l'heure d'internet il est un geste très simple: signer la pétition en ligne lancée il y a quelques semaines par une quarantaine d'ONG, «l'Appel contre la faim et la pauvreté», et relayer cet appel autour de nous.

APPEL contre la faim et la pauvreté

Dire que nous ne sommes pas d'accord et pourquoi nous ne sommes pas d'accord est une chose, mais il faut que nous montrions mieux ce qui est fait sur le terrain, ou en d'autres mots, où part l'argent du contribuable et à quoi il sert. Pourquoi et comment, en menant des projets tournés vers l'amélioration des conditions de vie des personnes vulnérables, dans le souci d'appuyer ces populations dans la prise en main de leur destin, cette politique sert les intérêts immédiats et futurs de la Suisse en tant que pays, et des Suisses en tant que citoyens du monde.

Faire comprendre que, qu'on le veuille ou non, notre monde est complètement interconnecté: si nous ne gérons pas mieux nos ressources et notre façon de consommer, notre environnement en souffrira et des conséquences catastrophiques pour tous, et particulièrement pour les plus vulnérables, sont inévitables.

Faire comprendre aussi que les vingt francs versés (par exemple) pour le projet de formation en prévention des risques et catastrophes naturelles en Haïti vont contribuer à aider des Haïtiens à savoir réagir et prendre les mesures pour se protéger en cas de séisme ou d'ouragan; ils deviendront des acteurs et plus seulement des «victimes qu'il faudra alors aller sauver», voire de «futurs candidats à l'émigration.»

Nos politiques extérieures doivent être cohérentes: on ne peut couper dans le budget de la coopération au développement, fermer les frontières et s'attendre à que le monde aille mieux. Au lieu de vouloir faire des économies dans une perspective à court terme, il faut au contraire investir dans la coopération. Pour les populations du Sud mais aussi pour nos enfants. Par solidarité et par responsabilité.

Mobilisons-nous!

Béatrice Faidutti Lueber

Lien vers l'appel: **http://www.appel-pauvrete.ch/**

Sommaire

Salvador
Ariel, ou quand la solidarité et l'engagement se mettent au service de l'inclusion scolaire

Haïti
Du statut de sans papier à celui d'apatrides

Salvador
La protection de l'environnement: une priorité

Départs
Sophie et Jérôme - Giulia - Loïc - Mélanie - Magali

Rwanda
Hommage au Docteur Naasson Munyandamutsa

Salvador

Ariel, ou quand la solidarité et l'engagement se mettent au service de l'inclusion scolaire

Envoyé par Eirene Suisse au Salvador en janvier 2016, j'ai eu depuis lors l'opportunité de collaborer durant six mois avec l'association Los Angelitos dans la région de Chalatenango. C'est une association de parents d'enfants en situation de handicap qui lutte pour la pleine reconnaissance des droits des personnes handicapées, dans tous les domaines de la vie. Enseignant spécialisé de formation, j'ai pour mandat de me pencher sur des questions touchant l'école, précisément l'inclusion scolaire.



Ariel

Parler d'inclusion scolaire est facile. Autant d'encre a coulé sur ce thème que de discours ont été prononcés. Il en va complètement autrement quand il s'agit vraiment de concrétiser l'école inclusive sur le terrain... C'est un travail de longue haleine demandant beaucoup d'énergie, un cheminement sinueux au cours duquel il faut faire face à un grand nombre d'obstacles. Dans ce processus, je ne cache pas que des phases de déception m'envahissent. Alors, quand il se passe de belles choses cela réchauffe le cœur. Et cette semaine, justement, il s'est passé de belles choses concernant l'inclusion scolaire à l'école de Guarjila! Dans ce contexte scolaire si rigide, avec peu de pratiques ouvertes à la différenciation et à une réelle prise en compte de la diversité des élèves, cette belle expérience m'a fait beaucoup de bien. Je tiens à la partager avec vous dans cet article.

L'école salvadorienne ne disposant que de peu de moyens, il s'agit de travailler avec les ressources disponibles sur le terrain. L'analyse contextuelle des ressources a démontré que tout projet scolaire ne peut s'appuyer que sur les familles, l'école et l'association Los Angelitos. Fort de cette constatation, j'ai travaillé durant les trois premiers mois à l'élaboration d'un projet pédagogique individualisé (PPI) pour chaque enfant affilié à l'association, projet basé sur ces trois pôles (famille-école-association). Mes derniers mois d'affectation sont dédiés à la mise en place de ce projet pour tous les enfants affiliés à Los Angelitos et scolarisés dans la région de Chalatenango.

Une enseignante hors du commun

Au cours du mois d'avril, nous avons eu une rencontre concernant le cas d'Ariel, afin d'évaluer le PPI qui avait été mis en place pour lui en début d'année. Ariel est un jeune infirme moteur cérébral (IMC) de 9 ans, en chaise roulante, avec une motricité très réduite.

Etaient présents à cette rencontre la maman, l'enseignante (Estela), la promotrice de Los Angelitos (Sonia) et moi. *L'enseignante, Estela, est une de ces personnes comme on aimerait en avoir mille, tellement elles sont bien!* Avoir un élève IMC dans sa classe, sans aucun appui - hormis celui de deux heures hebdomadaires dispensé par la promotrice - est un grand défi, d'autant plus qu'il faut encore s'occuper de 25 autres élèves. Estela affronte cette situation avec un courage, une détermination, une ouver-





Ariel en classe

ture d'esprit et une inventivité incroyables! Que j'adapte les manuels, que j'adapte mes pratiques, que j'adapte les évaluations, que je consacre du temps pour lui, que je change mon organisation pédagogique, que je m'investisse. Bref, une perle.
Permettez-moi de vous raconter deux anecdotes qui montrent que malgré le peu de moyens, mais avec du pragmatisme, de l'engagement et du bon cœur, il est possible, à son niveau, de transformer l'école traditionnelle en une école plus inclusive.

Les évaluations
Ariel, en raison de son IMC, a de grandes difficultés motrices. Ecrire exige de lui des efforts extrêmement conséquents. Estela a donc décidé d'adapter les évaluations en limitant la quantité d'écrit, afin qu'il puisse lui aussi les réaliser. Ariel a des compétences cognitives extrêmement bonnes! Pour qu'elles soient mises à profit, et les difficultés compensées, il est indispensable de mettre en place un certain nombre d'adaptations pédagogiques. Et cela, Estela l'a bien compris. Je dois vous avouer que ce n'est, de loin, pas le cas de tous les enseignants…

Pour chaque évaluation, Estela a d'abord créé une copie modifiée pour Ariel, adaptant les questions en QCM, en phrases à souligner, en items à relier, bref en imaginant toute une série de manières de faire pour limiter l'écrit.

Avec le temps, Estela a remarqué que ces évaluations-là étaient, en réalité, une pratique exclusive puisqu'elles étaient différentes des autres élèves. En effet, pour parler réellement d'inclusion, il faut une uniformité des supports. Du coup, sans se plaindre du manque de ressources, du manque de formation, ou de je ne sais quel obstacle, Estela a décidé de donner à tous les élèves le même type d'évaluations. Sans se poser la question de "ai-je le droit", elle s'est dirigée vers le directeur, l'a informé que dorénavant, les évaluations dans sa classe seraient construites selon cette nouvelle manière de faire. Elle lui a expliqué que c'est une pratique incontournable si l'on veut réellement parler d'inclusion. Le directeur, conquis, et n'ayant finalement pas le choix non plus, a accepté et soutient la démarche.

Et Ariel est depuis lors parmi ceux qui ont les meilleures notes de la classe...

La table adaptée
Ariel se déplace en chaise roulante. Du coup, les minuscules tables scolaires ne lui permettent pas de s'y installer correctement. Estela a donc décidé de placer Ariel tout devant, à son bureau, au-dessous duquel l'espace est suffisant pour que la chaise roulante y entre. Estela s'est donc accommodée, renonçant à une bonne partie de son bureau au profit d'Ariel.

Puis, avec le temps, elle s'est rendu compte que cette première idée n'était finalement pas si bonne, car Ariel, de fait séparé du groupe, ne pouvait pas pleinement interagir avec les autres. Basta l'exclusion! Estela veut voir Ariel au milieu des autres, dans la classe, comme n'importe quel élève!


Ariel et Sonia la promotrice en éducation inclusive et la table

Prenant le taureau par les cornes, elle a contacté le menuisier du village pour lui demander le prix d'une table adaptée. Réponse: 50$. Estela lui expose la situation de cet élève en situation de handicap et le peu de moyen financier de l'école... Le menuisier accepte alors de baisser le prix de 7$! Waow, merci!

Puis, en classe, elle explique aux élèves son projet de faire construire une table adaptée pour Ariel, afin qu'il puisse être réellement inclus dans la classe. Elle leur propose d'y participer financièrement. Dans un élan d'empathie et de générosité, tous les élèves acceptent de donner une cora (50cents)!

La maman et Estela décident de payer chacune la moitié du restant.

Emu, j'appelle Paco, le coordinateur de Los Angelitos et lui raconte cette magnifique histoire, espérant un geste de l'association. Touché tout autant que moi, il accepte que l'organisation apporte 20$!

Un bel exemple de solidarité, montrant que la collaboration et le bon sens, même sans beaucoup de moyens, permettent à l'école d'être plus inclusive...

Jean-Marc Varidel

Du statut de sans papier à celui d'apatrides

Le Service Jésuite pour les Migrants/SolidariteFwontalye - Haïti est l'une des ONG haïtiennes de défense des droits humains des migrants et des réfugiés. Il dénonce notamment les violations des droits dont sont victimes les migrants haïtiens en situation migratoire irrégulière en République dominicaine. L'organisation effectue un travail sur le terrain, dans la zone frontalière, pour accueillir ces personnes après leur expulsion tout en appelant parallèlement les autorités dominicaines et haïtiennes à prendre les mesures nécessaires pour que les droits de ces personnes soient respectés. Kim Mai Vu, volontaire auprès du SJM depuis quelques mois, décrit ci-dessous la complexité et l'iniquité de cette situation.

La population haïtienne a une longue tradition de migration vers la République dominicaine. Grâce au principe du droit du sol, jusqu'à peu, les enfants des migrants qui naissaient en République dominicaine obtenaient automatiquement la nationalité dominicaine.

Néanmoins, suite à une modification de la Constitution en 2010, les enfants naissant sur le territoire dominicain mais dont les parents sont des étrangers en situation irrégulière, n'ont désormais plus le droit à la nationalité dominicaine. Le 23 septembre 2013, la Cour Constitutionnelle dominicaine est allée encore plus loin en adoptant l'arrêt 168-13 qui statue que les personnes dominicaines nées entre le 21 juin 1929 et le 26 janvier 2010 de parents en situation irrégulière n'auraient jamais dû recevoir la nationalité dominicaine. Par conséquent, leur nationalité dominicaine leur a été retirée. Or, ces personnes, en très grande majorité d'ascendance haïtienne, n'ont pas pour autant acquis la nationalité haïtienne. Ainsi, plus de 200'000 personnes sont devenues apatrides, c'est-à-dire des personnes dont une grande partie des droits fondamentaux sont quotidiennement violés.

Réponse de l'Etat dominicain

Face au tollé international suscité par l'approbation d'une telle mesure, la République Dominicaine a mis en place deux programmes: d'une part la loi 169-14, censée aider les personnes déchues de leur nationalité dominicaine à récupérer cette dernière; d'autre part, le Plan National de Régularisation des Étrangers (PNRE) devant permettre aux étrangères et étrangers résidant sans papiers sur le territoire dominicain de régulariser leur statut. Quant à l'État haïtien, il a instauré le Programme d'Identification et de Documentation des Immigrants Haïtiens (PIDIH) pour



Habitation du camp de Parc Cadeau 2 à Anses-à-Pîtres



Haïtiens qui viennent d'être rapatriés à Fonds-Parisien, interviewés par le SJM

permettre à ses ressortissants vivant en République dominicaine d'obtenir leurs pièces d'identité haïtiennes, nécessaires pour régulariser leur statut. Toutefois, ces différents programmes n'ont pas été à la hauteur des espérances. En effet, tant du côté dominicain que du côté haïtien, ces mesures ont surtout été caractérisées par une lenteur et des difficultés administratives, des processus coûteux et un manque de transparence. Il en est résulté qu'en juin 2015, à la fin du délai imparti aux personnes étrangères pour qu'elles s'inscrivent dans le PNRE, un très grand nombre d'entre elles n'avaient toujours pas réussi à obtenir des papiers en règle. Le PIDIH et la loi 169-14 ont connu des résultats similaires.

Rapatriement ou expulsion arbitraire?

Les critiques émises sur les failles de ces différents programmes n'ont toutefois pas empêché l'État dominicain de commencer, en août 2015, à officiellement expulser de son territoire les étrangers en situation irrégulière. Ces rapatriements continuent aujourd'hui encore. Dans la réalité des faits, les autorités dominicaines ne rapatrient pas seulement des personnes sans papiers mais procèdent plutôt à des arrestations arbitraires et expulsions massives d'Haïtiens, avec ou sans papiers, voire même de Dominicains, en se basant seulement sur la couleur de leur peau. Les rapatriés sont arrêtés dans la rue sur la base de leur apparence étrangère – comprenez ici «leur peau noire» - et sont amenés directement vers un centre de détention où ils et elles passeront de un à trois jours, jusqu'à ce qu'assez de personnes aient été arrêtées pour remplir le bus qui les conduira à la frontière dominicano-haïtienne. Les cas de patrons appelant eux-mêmes la migration pour dénoncer leurs employés sans papiers juste avant le jour de paie sont aussi légion. Les papiers d'identité que possèdent certains migrants sont souvent confisqués ou déchirés. Lors de leur arrestation, les migrants n'ont pas le temps de prévenir leurs proches, et encore moins de retourner chez eux pour récupérer leurs affaires. C'est ainsi que de nombreuses familles ont été séparées, avec des parents expulsés alors que leurs enfants se trouvaient chez eux. Les migrants arrivent généralement à la frontière avec pour seules possessions les habits qu'ils et elles portaient au moment de leur arrestation.

Le voyage vers la frontière se fait également dans des conditions critiques: les migrants sont assis plusieurs heures, entassés dans un bus cadenassé, dans une chaleur étouffante, sans recevoir ni à boire ni à manger.

Outre les expulsions par les autorités dominicaines, il faut aussi prendre en compte les nombreux retours dits «volontaires» d'Haïtiens vers Haïti. En réalité, ces retours sont souvent le fruit des menaces et de persécutions auxquelles fait face la communauté haïtienne en République dominicaine, qui décide, par conséquent, de fuir en Haïti. Entre juin 2015 et février 2016, le Service Jésuite aux Migrants / SolidariteFwontalye – Haïti a recensé près de 70'000 personnes rapatriées ou retournées en Haïti depuis la République dominicaine.

Un Etat haïtien peu réactif

Dans la gestion de cette crise, les autorités haïtiennes ont surtout brillé par leur absence. Alors qu'elles avaient promis un accueil avec «honneur et dignité» pour les ressortissants haïtiens rapatriés, elles n'ont pris que quelques mesures bien timides pour accueillir les migrants au début de la crise, mesures qui ont d'ailleurs progressivement disparu. Par exemple, alors que des rapatriés arrivent quotidiennement au poste-frontière de Malpasse, aucune autorité officielle n'est actuellement présente pour les accueillir et procéder à leur recensement. La clinique mise en place au même endroit pour soigner les migrants malades ou blessés n'a pas fait long feu non plus. En outre, l'État haïtien n'a pratiquement rien fait pour soutenir la réinsertion des rapatriés dans la société haïtienne alors que nombre de ces personnes n'ont pas, ou plus, de liens avec ce pays après avoir vécu plusieurs décennies en République dominicaine.

Kim-Mai Vu

La protection de l’environnement: une priorité

Spécialiste en communication, Giulia Boo a intégré la Unidad Ecológica Salvadoreña (UNES) au Salvador. Durant six mois, elle appuie le travail d’information de cette organisation qui lutte depuis des années pour la protection de l’environnement au Salvador, et plus largement en Amérique centrale.

Le Salvador est le plus petit pays d’Amérique centrale, mais sa petitesse cache un grand mouvement de lutte pour l’une des thématiques les plus importantes de ce siècle: la protection de l’environnement. Ces dernières 20 années, le pays a vu sa situation environnementale s’aggraver rapidement. La politique du pays a toujours été fragile et, en matière d’environnement, très timide, voire absente, ce qui a empêché d’interdire une série de décisions et de pratiques qui ont accéléré ce processus de détérioration. D’Ouest en Est, de la zone de montagne jusqu'à la côte, la situation environnementale du Salvador est préoccupante.

L’eau est un bien précieux, surtout dans les pays où elle commence à s’épuiser. Le Salvador dispose de ressources hydriques, mais leur accès et surtout la qualité de l’eau posent problème. La plupart des sources d’eau douce, surtout les rivières qui traversent les centres urbains, sont très contaminées à cause des eaux usées et déchets qui les polluent. Le 95% de l’eau du pays est contaminé, et 40% est considéré de mauvaise ou très mauvaise qualité, ne pouvant être utilisé.

Une grande partie de cette contamination est due aux industries qui, pendant tout le 20e siècle, se sont installées dans le pays sans réglementation et qui se débarrassent de leurs déchets en les évacuant dans l’eau. La production croissante de déchets par une population toujours plus nombreuse et l’absence d’un système de traitement des déchets ne fait qu’aggraver ce problème. Les décharges à l’air libre prévalent dans le pays, engendrant une contamination et représentant d’énormes risques pour la santé et la sécurité de la population.

La biodiversité et les écosystèmes du pays sont menacés, faute d’être suffisamment protégés par des normes juridiques adéquates. Plusieurs espèces animales sont en voie d’extinction, ou ont déjà disparu, et avec elles a disparu l’une des sources de nourriture de la population la plus pauvre.

La surface des forêts du pays ne représente plus que 1.8% de la forêt originale, conséquence des pratiques de déforestation massive menées pour faciliter les cultures, et en particulier celle de la canne à sucre. Avec le développement des monocultures d’indigo, de café et de coton, ainsi que les cultures de maïs et haricots qui constituent la base de l’alimentation des plus pauvres, le sol est épuisé. Comme il n’existe pas d’instrument législatif pour organiser le pays au niveau territorial, les monocultures et leurs effets négatifs se développent sur tout le territoire.
A tout cela s’ajoutent les implications du changement climatique: dans les 40 dernières années plusieurs



Bois brûlé pour la création d’un terrain agricole, département de La Paz



Manifestation contre l’exploitation des ressources d’eau de l’industrie de la canne à sucre, San Salvador

catastrophes naturelles, d’intensité toujours plus forte, ont frappé le pays - les ouragans Fifi (1974,) Mitch (1988), Stan (2005), la tempête tropicale E12 (2011) et les tremblements de terre de 1982 et 2001-, provoquant dégâts matériels, blessés et morts. Les communautés les plus pauvres, qui s’installent dans de zones impropres à la construction (au pied d’un volcan ou d’une colline au terrain instable, ou près d’une rivière qui peut sortir de son lit), et qui vivent déjà dans une situation de vulnérabilité, se retrouvent exposées à des risques encore accrus.

C’est dans ce contexte que travaille la *Unidad Ecológica Salvadoreña (UNES)*, une ONG qui est désormais devenue l’organisation phare de protection de l’environnement au Salvador. Comme l’explique Cecilia Olivares, Directrice Exécutive, cette organisation est née en 1987 d’un groupe de personnes concernées par l’état de l’environnement dans le pays. La réflexion autour de la mission de la UNES est la sui-

vante: «Il faut protéger et préserver la nature, mais comme elle reste l'un des moyens principaux de vie d'un pays et ce qui en fait sa richesse, le problème de la protection de l'environnement revêt une dimension non seulement écologique mais également politique, et il faut donc travailler en ce sens.»

Appuyée par l'aide européenne, la UNES a commencé son travail de lutte en faveur de l'environnement. La gestion des politiques publiques et le plaidoyer constituent les piliers de son engagement depuis sa création: de fait, la UNES s'efforce de promouvoir l'établissement de normes législatives environnementales. La sensibilisation et la formation de la population sont aussi des axes de la mission de l'organisation. La UNES porte une attention particulière au renforcement des compétences et à la promotion de la participation des femmes qui, dans la société très machiste salvadorienne, ont toujours souffert d'abus et de marginalisation.

Avec les années, la UNES a canalisé ses interventions, toujours orientées vers l'autodétermination et l'autosuffisance de la population, dans une perspective de solidarité, autour des quatre aspects suivants: la gestion du territoire et des risques, la gestion des ressources hydriques, le changement climatique et la souveraineté alimentaire. L'organisation travaille tant au niveau national qu'au niveau local.

Pour renforcer sa la lutte pour l'environnement, elle a établi des alliances et s'insère dans des espaces articulés de lutte dont elle est souvent le moteur, au niveau national (comme le Foro del Agua, la Mesa de la Soberania Alimentaria, la Mesa Contra la Mineria), ainsi qu'au niveau de l'Amérique centrale et même au niveau international. Elle maintient aussi une forte présence au niveau local, travaillant directement avec des jeunes, des femmes et des hommes à travers des processus de formation et de sensibilisation. Il s'agit de faire en sorte que les Salvadoriens, seuls ou au sein de leurs communautés, acquièrent les capacités pour défendre leurs droits et mener la lutte nécessaire à la protection de leur environnement. Une lutte qui, vue la situation du pays, est primordiale.

Giulia Boo

Départs

Sophie et Jérôme De 2012 à 2014 Sophie et Jérôme ont œuvré dans un projet d'accès à l'eau en Haïti, dans le département du Centre. Au cours de ce travail auprès des communautés rurales, ils ont identifié un important problème de souveraineté alimentaire dans ces zones très pauvres et reculées. Forts de ce constat et à la demande des populations concernées, ils ont monté un projet d'appui agro-écologique à l'agriculture familiale, avec l'association Jardins Wanga Nègès et en partenariat avec l'organisation locale Mouvement des Paysans de Papaye (MPP). Ce projet est initialement prévu pour deux ans.

Giulia En janvier, Giulia, une spécialiste en communication, a rejoint l'équipe de communication de l'organisation salvadorienne de protection de l'environnement Asociación Unidad Ecológica Salvadoreña-UNES. Durant 6 mois, Giulia participe à la production de matériel d'information et de sensibilisation ainsi qu'au travail de capitalisation photographique et vidéo sur les quatre programmes de travail de la UNES: gestion pérenne de l'eau, souveraineté alimentaire, changement climatique et gestion écologique des risques.

Loïc Après une période de 6 mois au bureau d'Eirene Suisse, Loïc Frei est parti au Rwanda - toujours dans le cadre de son service civil - auprès de notre organisation partenaire le Réseau des Femmes Œuvrant pour le Développement Rural (Réseau des Femmes). Créée en 1986, cette ONG rwandaise est la toute première à se donner comme mission la défense des intérêts et des droits de la femme rwandaise. Jusqu'à fin septembre, Loïc est chargé d'appuyer le Réseau des Femmes dans son travail de communication et de recherche de fonds, soutenant ainsi ce partenaire dans la promotion et le renforcement des capacités socio-économiques des femmes rurales rwandaises.

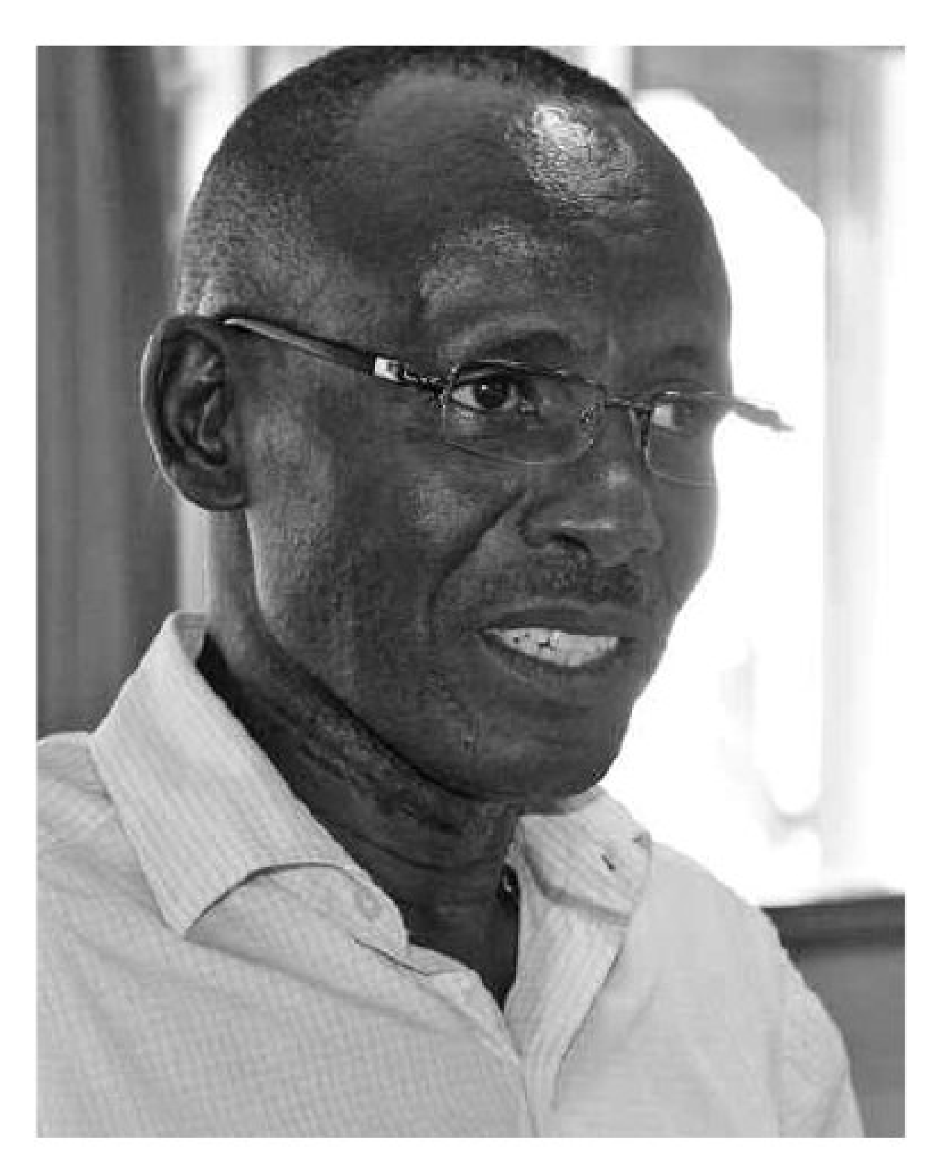
Mélanie Ingénieure civile, Mélanie rejoint pour deux ans l'Association Roncalli Juan XXIII, une ONG nicaraguayenne qui lutte pour plus de justice sociale au travers de deux axes principaux: la santé et l'habitat. Mélanie intègre l'équipe technique chargée des projets de construction et d'amélioration de l'habitat dans les municipalités de Managua, Masaya, Granada Carazo et Matagalpa. Il s'agit d'aider des personnes au revenu bas à moyen à disposer d'un logement adéquat par l'accès au prêt et à la construction.

Magali Dans le but de rendre plus efficaces la coopération au développement au Sud et les synergies au Nord, nous avons conclu un partenariat avec Omoana, une ONG suisse active en Ouganda depuis 2003. C'est dans ce cadre que Magali est partie pour un volontariat de deux ans, comme coordinatrice projet, soutenir des ONGs locales dans la mise en œuvre de leurs projets de santé, de micro-finance, d'agriculture et d'éducation.

Rwanda

Hommage au Docteur Naasson Munyandamutsa

Au mois de mars Eirene Suisse apprenait la mort du Docteur Naasson Munyandamutsa, Chef du Département de Psychiatrie de la Faculté de Médecine du Rwanda, membre de l'Initiative de Genève et contributeur au livre Dépasser la Haine. Notre organisation salue ici sa mémoire par la voix de notre coordinateur Grands Lacs.



Il n'est pas si facile de parler d'un homme comme le Docteur Naasson Munyandamutsa, paix à son âme, tellement il était multiple et profond. J'avais souvent entendu parler de lui, mais c'est seulement en 2003 que j'ai eu le privilège de le rencontrer. Nous étions ensemble à Genève pour contribuer à créer "l'Initiative de Genève" avec d'autres amis. Depuis cette époque, je ne l'ai pas quitté! J'avais compris que j'étais en face d'un alter ego avec lequel je pouvais continuer à rêver la libération de ses chaînes de notre Région des Grands lacs africains. J'ai eu à plusieurs occasions l'avantage d'écouter et de partager des idées avec celui que le journal français La Croix (par Jean-Yves Dana, 04/03/2016) a qualifié de: "Oreille attentive, cerveau exigeant".

En peu de mots, ce que je retiens de ce personnage hors du commun, je le tire de nombreux entretiens que nous avons eus, de conférences qu'il a soit animées, soit co-animées avec moi à travers le monde. Son témoignage "Ce pays pourrait devenir une leçon pour l'humanité" dans notre production commune, avec d'autres membres de l'Initiative de Genève, du livre "Dépasser la haine, construire la paix" m'a beaucoup inspiré. Il était fortement affable et plein d'humour. Quand un groupe était fatigué par une lourde journée de travail, il ne tarissait pas de boutades qui redonnaient de nouvelles énergies à tout le monde. Je l'ai vu faire de même dans sa propre famille, avec sa femme et ses enfants qui tous lui étaient très proches. Son humanisme était incommensurable! Il a offert sa vie aux plus déshérités et comme il aimait le dire lui-même: "il était la voix des voix". Pour lui "on est rien sans son différent". De même, son oreille était toujours prête à "écouter les traumatismes innombrables qu'abyssaux" dont souffrent de si nombreuses personnes victimes du génocide dans son pays, le Rwanda. Il disait, très modestement, qu'il recevait beaucoup de ces gens qui venaient le voir avec toutes leurs souffrances. Il ne manquait pas d'ajouter: "Je suis constamment rempli par eux". Le Rwanda a perdu son digne fils, le grand psychiatre et guérisseur des esprits déchirés. Mais, c'est le monde entier qui en fait l'a perdu! Car Naasson avait fait tomber toutes les barrières entre les humains.

Jean-Pierre Lindiro KABIRIGI

Merci de soutenir EIRENE et n'oubliez de payer votre abonnement et votre cotisation. Nos partenaires ont besoin de vous.



Eirene Suisse Rue du Valais 9 1202 Genève Tél: 022 321 85 56
www.eirenesuisse.ch info@eirenesuisse.ch Cotisation annuelle: Frs 50.- CCP: Eirene Suisse Genève 23-5046-2

Journal adressé aux membres de l'Association Eirene Suisse ainsi que sur abonnement
Abonnement: **Abonnement: Frs 20.- 4 parutions par an**
Abonnement de soutien: Frs 50.-
Rédaction: B. Faidutti Lueber
Ont participé **Textes:** J.-M. Varidel, K.-M. Vu, G. Boo, P. Carron, B. Faidutti Lueber, J.-P. Lindiro Kabirigi
Photos: J.-M. Varidel, K.-M. Vu, G. Boo, La Croix
Relecture: S. Rossel
Imprimerie: Rapidoffset, Le Locle
Maquette: Atelier Diaphane, La Chaux-de-Fonds